



DE L'AUSTÉRITÉ À L'AUSTÉRITÉ : UNE LOGIQUE SUICIDAIRE

Pour **FO** les annonces du gouvernement confortent la politique d'austérité menée par celui-ci. "Refonder le modèle de croissance" passe en fait par l'austérité, la baisse du pouvoir d'achat des ménages (via la hausse de la TVA et le gel du barème de l'impôt sur le revenu et la désindexation de certaines prestations sociales...), l'amplification de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et la compression des dépenses de santé notamment.

Pour **FO**, l'accélération de la mise en œuvre de la contre-réforme des retraites est, à cet égard, significative et constitue une provocation de plus qui va impacter directement les salariés et sacrifier les générations 1952 à 1955.

Face à l'amplification de ces politiques, **FO** dénonce une attaque frontale contre le monde du travail : salariés, demandeurs d'emploi et retraités.

L'ensemble des mesures annoncées aboutit à une politique générale d'austérité qui constitue une nouvelle fois une réponse soumise aux marchés financiers et aux agences de notation. En revanche, **FO** dénonce l'absence de réponse crédible pour créer de la croissance ce qui, à ce rythme, laisse présager un nouveau plan d'austérité à court terme.

LISTE D'APTITUDE DE C EN B

Le 15 novembre 2011, 1ères CAP locales **communes** pour la liste d'aptitude de C en B*.



Il existe (encore ! mais pour si peu de temps...) dans une des deux filières « le droit au retour » qui est en réalité le droit de ne pas quitter son département pour les promus.

Cette disposition a toujours favorisé la promotion sociale des personnels et **FO** DGFIP en a revendiqué la généralisation à l'ensemble des agents. C'est un plus, non ?

A terme, l'administration mettra en place avec l'aval de certaines OS, un système où les lauréats du concours comme les promus par listes d'aptitude participeront au mouvement général de mutation à l'ancienneté administrative.

Or, il s'agit ici de l'ancienneté administrative dans le grade *et non de l'ancienneté administrative réelle*. Cela revient à traiter un collègue qui a 20 ou 30 ans de carrière comme s'il était un agent fraîchement recruté au nom d'une pseudo-équité.

C'est de la pure hypocrisie alors même que chacun sait que ce sont les suppressions d'emplois qui constituent la principale cause de blocage des mutations, sinon la seule. Beaucoup d'évolutions sont encore possibles et **FO** DGFIP entend bien continuer à faire entendre sa voix

sur ce sujet.

* la CAP de A a lieu le 14 novembre

RÉACTION DE FO AUX PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur Sarkozy lors de l'intervention télévisée du jeudi 27 octobre a copieusement fustigé les 35H, le départ à la retraite à 60 ans, et la Fonction publique. A plusieurs reprises le chef de l'Etat a évoqué la Fonction publique et le trop grand nombre de fonctionnaires.

Il s'est félicité d'avoir supprimé "150 000 emplois" chiffre largement sous-estimé selon **FO** ... sous-entendant que c'était la bonne voie ... à poursuivre ?!

Il a fait mine de déplorer la "paupérisation" de la Fonction publique ... mais pour mieux y répondre par la formule "moins de fonctionnaires mieux payés" !

M. Sarkozy a attaqué les dépenses de l'Etat, en expliquant que les salariés travaillaient "du 1er janvier au 1er juillet" pour l'Etat !

Pour **FO** ces propos sont délibérément caricaturaux et inacceptables. Ils rejettent le service public comme bien collectif.

Pour **FO** il s'agit d'acharnement à l'encontre du service public républicain et de ses agents. Le chef de l'Etat n'a pas eu un mot pour conforter la Fonction publique, au-delà des formules convenues rappelées mécaniquement "nous avons une administration de qualité", "des fonctionnaires compétents et honnêtes".

M. Sarkozy a par ailleurs attribué aux syndicats une "capacité de nuisance" contre laquelle il s'est félicité d'avoir résisté notamment lors des mobilisations contre la réforme des retraites.

FO n'accepte pas ce discours d'opposition des Français entre eux, et des salariés entre eux.

Pour FO c'est la politique gouvernementale qui paupérise les fonctionnaires, la Fonction publique et le service public !

Les « nuisibles » ne sont certainement pas de ce côté : les salariés ne sont pas responsables de la crise !

HIP HIP HIP HOURRA !

A ce jour, dans l'attente des résultats des élections du 22 novembre à la Justice et à France Télécom, **FO** confirme largement sa deuxième place dans la Fonction Publique d'Etat, sa troisième place à l'Hôpital public et prend la troisième place à la Poste.

--Dernière minute -- Dernière minute

L'intersyndicale des Finances Publiques boycotte le CTPD- un tract est en cours de finalisation. A suivre donc.

